

Lettre ouverte

de Mohamed Boudiaf à Chadli Bendjedid

Le 30 octobre 1979

Mohamed BOUDIAF
Membre fondateur du FLN
Vice-président du GPRA
Membre fondateur du PRS

à Chadli BENDJEDID
Président de la République algérienne
Secrétaire général du Parti du FLN

Cher frère,

Tu as choisi de commémorer avec éclat l'anniversaire du premier novembre 1954. S'agit-il de ces manœuvres de diversion auxquelles le précédent régime nous avait habitués, ou bien est-ce la manifestation d'une volonté de marquer l'importance historique de cet événement ?

Si c'est le cas, comment expliquer l'absence de ceux, militants de la première heure, qui ont contribué au déclenchement de l'action ? Comment expliquer que leur nom même ait été banni de l'histoire telle qu'elle apparaît dans la presse officielle ? Comment l'expliquer, si ce n'est par l'existence dans notre pays de pratiques politiques détestables qui recourent à la falsification de l'histoire à des fins partisans ?

L'histoire de l'Algérie appartient aux Algériens et il est de mon devoir en ce vingt-cinquième anniversaire de porter témoignage sur ce que représente pour moi le premier novembre.

LES PROMOTEURS DU 1^{er} NOVEMBRE ETAIENT ANIMES PAR UNE CONFIANCE ILLIMITEE DANS LES CAPACITES DES MASSES

Voici vingt-cinq ans, en effet, qu'avec un petit groupe de militants issus de l'OS, sans grands moyens, refusant d'épouser les querelles d'une direction divisée et minée par les luttes intestines, nous avons lancé le CRUA, pour empêcher la dislocation des rangs des militants et avons décidé, après la

réunion des vingt-deux, de passer à la lutte armée. Et c'est ainsi que, malgré le découragement quasi-général, le défaitisme ambiant, l'apparente démobilisation populaire, le trouble de la majorité des militants, rendus sceptiques par les surenchères des fractions, l'opposition du personnel politique de l'époque, le premier novembre 1954 eut lieu.

Les promoteurs du premier novembre, en majorité décimés depuis, étaient des militants animés par une confiance illimitée dans les capacités des masses algériennes. Leur objectif n'a jamais été de monnayer leur action ou leurs sacrifices contre des places ou des honneurs ou une quelconque zaâma. Leur unique but a été de tout donner pour que l'Algérie vive libre et heureuse. C'est la raison pour laquelle ils ont accepté le sacrifice suprême. Ben Boulaïd, Ben Mehidi, Didouche, Soudani, Benabdelmalek, Zighoud, Badji Mokhtar, Chihani, Zabana et combien d'autres ont fait don de leur vie pour chasser à jamais de notre pays l'exploitation, la misère, l'injustice, l'humiliation.

Ce rappel n'a pas pour but de faire valoir les mérites de telle ou telle personne, mais de replacer l'événement dans sa réalité et sa vérité et de confondre la cohorte d'opportunistes, d'affairistes, d'aventuriers, de "marsiens", toute une engeance, sans foi ni loi, qui a profité de la brèche ouverte par la crise du FLN pour s'emparer des postes de commande et commencer son travail de destruction, attisant la haine et les contradictions, déformant la vérité historique, maniant la calomnie et la bassesse pour éliminer ceux qui pourraient les démasquer.

Mais si, au bout du chemin, nous sommes parvenus à la libération de notre pays, c'est que, répondant à l'appel, le peuple algérien s'ébranla pour entreprendre sa longue marche. Ni la répression sauvage, ni les moyens techniques de l'armée coloniale, ni la torture, ni les ratissages ne sont parvenus à endiguer ce torrent et à l'empêcher d'assurer la victoire du droit sur l'arbitraire, de la lumière sur les ténèbres, de l'espérance sur la résignation.

Que nos plus ferventes pensées aillent, en ce jour, à nos compagnons et à tous les martyrs qui ont payé par le sacrifice de leur vie leur attachement aux idéaux de liberté et de justice. Notre fidélité à

leur mémoire nous impose de nous interroger sur ce qu'il est advenu aujourd'hui de ces espoirs partagés par tout un peuple.

IL FAUT SE PRONONCER SUR LA VALIDITE DE LA POLITIQUE POURSUIVIE DEPUIS 1962

Il convient de dresser le bilan de dix-sept ans de gestion d'une coalition qui a pris la responsabilité de s'emparer du pouvoir et de s'y maintenir à tout prix. Au-delà du constat chiffré de ce que tout le monde s'accorde à considérer aujourd'hui comme un échec, il faut se prononcer sur la validité des options d'une politique qui :

- a préféré la course effrénée (et vaine) pour l'accumulation du capital à la satisfaction des besoins élémentaires des masses auxquelles on a arbitrairement imposé austérité et pénuries ;

- a préféré les projets grandioses et sans lendemain, la propagande tapageuse, à une réelle politique de développement faite et maîtrisée par les Algériens eux-mêmes ;

- a préféré la technologie importée, le modernisme à tout prix, à la consolidation d'une économie nationale développant toutes les ressources du pays — en particulier agricoles — pour les mettre au service de tous ;

- a préféré, sous couvert de développement, engager davantage notre pays dans le marché capitaliste mondial en le soumettant à un pillage systématique de ses richesses naturelles et à une dépendance technologique, commerciale, financière, et même alimentaire de plus en plus grave, hypothéquant ainsi une indépendance chèrement acquise ;

- a préféré la répartition inégale des richesses nationales à la mise en place de rapports sociaux plus justes et plus égalitaires, si bien qu'aujourd'hui la société algérienne est fortement divisée. Le fossé entre riches et pauvres, entre exploités et exploités, n'a fait que s'accroître. Des fortunes colossales se sont constituées au vu et au su de tous, tandis que les masses se débattent dans de douloureux problèmes (exode rural et chômage, crise aiguë du logement, mauvais état sanitaire, incertitude des émigrés face à leur avenir, etc.) ;

- a préféré écarter les masses de la scène politique, les réduisant à un pâle rôle de figuration par l'instauration d'un système totalitaire fermé à toute critique ou contestation, les privant des libertés d'expression et d'opinion par le renforcement de l'appareil militaire et policier et le contrôle des moyens d'information, les excluant de la gestion des affaires publiques au profit d'une bureaucratie incontrôlée, parasitaire, présente dans tous les domaines de la vie économique et sociale ;

- a préféré à la consolidation de l'amitié et de la solidarité entre les peuples du Maghreb le main-

tien d'une tension qui, au-delà des risques de guerre, fait de nos pays — au détriment de tous leurs peuples — un champ clos pour l'affrontement des puissances étrangères.

Mais ce bilan ne serait pas complet, si n'y était évoquée la grave crise des valeurs qui frappe notre pays et qui est le fruit d'un système favorisant le développement de la mentalité affairiste et de la corruption, les trafics d'influence, la politique des clans et des clientèles, le régionalisme au mépris de l'esprit militant, du sens patriotique, du civisme, qualités qui sont aujourd'hui grandement dévaluées.

Cette présentation peut sembler excessive ; elle est pourtant largement répandue chez les Algériens et on en retrouve de nombreux éléments dans les articles et les critiques qui ont fait leur apparition ces derniers temps dans la presse officielle. Il est vrai que le but poursuivi par ces organes de presse est de faire diversion en affirmant que tout le monde est responsable et en prenant comme bouc émissaire les couches les plus défavorisées de notre peuple, devenues pour la circonstance un "fléau social". Ce qui est d'autant plus scandaleux que ce peuple n'a jamais eu son mot à dire dans la conduite d'une politique dont il a été la première victime.

Aussi est-il important de bien situer les responsabilités. La vérité, c'est que la coalition qui, depuis 1962, a choisi de gouverner seule l'Algérie, rejetant toutes les suggestions, écartant les éléments novateurs, est entièrement responsable de la situation critique que vit notre pays.

IL EXISTE UN LARGE CONSENSUS POUR L'OUVERTURE DEMOCRATIQUE

Il ne servirait à rien, cependant, de faire le constat des échecs et des insuffisances et de continuer la même politique de fuite en avant et de promesses démagogiques.

Continuité ou changement, il faut choisir.

Ceux qui s'entêtent à préconiser la continuité se trompent et trompent les autres. Cette continuité est impossible car la situation est bloquée dans de nombreux domaines. Ils ne peuvent tout au plus que reculer les échéances sans résoudre aucun problème. Deux voies sont seules possibles.

La première est celle des partisans de la méthode forte ; elle conduit à l'arbitraire, la violence, le sang, le fascisme. Elle est rejetée par les Algériens qui ont déjà payé un lourd tribut pour leur libération.

L'autre voie, celle de la sagesse, celle pour laquelle existe déjà un large consensus, c'est celle de l'ouverture démocratique qui permettrait aux Algériens d'émerger enfin sur la scène politique.

A un moment où le pays traverse une période de crise et d'instabilité graves, où de profondes mutations sont en cours à l'échelle internationale, il est

—> plus que jamais nécessaire, pour consolider l'indépendance nationale et pour résoudre les problèmes que connaît notre pays, de le doter enfin d'institutions démocratiques qui permettent le libre jeu des forces politiques, l'expression des divergences et le développement de l'initiative à tous les niveaux.

Ce contexte global commande à chacun de prendre position et de faire entendre sa voix. Mon initiative, en t'écrivant, répond à l'exercice d'un droit, celui qu'a tout Algérien de demander des comptes aux autorités et d'exprimer son avis sur la conduite des affaires de son pays.

Je suis déjà intervenu à plusieurs reprises pour attirer l'attention de l'opinion nationale sur les risques de la politique poursuivie depuis 1962 et pour dénoncer ce que, en toute conscience, je jugeais contraire à l'intérêt supérieur de notre pays.

C'est cet idéal patriotique qui m'a fait opter pour le socialisme, qui, à mon sens, ne peut être défini que par la remise en cause radicale de la société capitaliste (capitalisme d'Etat ou privé) actuelle avec ses inégalités, ses injustices, son oppression, sa corruption et sa violence. Le socialisme, auquel je crois, signifie une société qui garantira, à chaque Algérien, la possibilité de vivre dignement, le respect de ses droits et libertés fondamentaux, l'exercice de ses responsabilités tant dans son travail que dans son village ou son quartier, qui garantira une émancipation véritable de la femme, la protection de l'enfant, la formation de la jeunesse ainsi que la liberté culturelle et de création.

Je reste persuadé, aujourd'hui plus que jamais, que l'avènement de cette société ne pourra être l'œuvre que des intéressés eux-mêmes. C'est pourquoi, toute proposition sérieuse et positive doit œuvrer dans le sens des intérêts des masses en permettant la création d'un cadre minimum indispensable à leur émergence sur la scène politique.

Mais la grave crise de confiance, le septicisme, l'indifférence et le laisser-aller qui gagnent les Algériens, ne peuvent être dépassés que par des initiatives hardies et des changements en profondeur.

Le pays a besoin d'une cure de vérité, d'une cure d'honnêteté. C'est là le seul moyen d'en sortir.

A mon sens, pour qu'il y ait un changement au niveau des orientations, du fonctionnement et des rapports entre l'Etat et les masses, il faut, dans l'immédiat, satisfaire à trois conditions :

- amnistie générale. Cessation de toutes les poursuites pour raison politique,

- garantie des libertés d'expression et d'information dans tous les domaines : politique, culturel, religieux,

- garantie des libertés d'association et d'organisation politique, syndicale, culturelle, etc.

Dans cet ordre d'idée, parmi les mesures immédiates qui, à mon avis, seraient susceptibles d'assainir la situation politique algérienne, la plus importante est l'abandon du principe du parti unique.

La société algérienne est — chose très positive — traversée par des courants politiques, idéologiques et culturels divers. Que tous s'expriment et s'affrontent publiquement, dans un débat loyal et clair.

Le FLN, après avoir été le creuset où se sont fondues toutes les énergies pour la libération nationale, est devenu, depuis 1962, un frein à tout progrès, un alibi pour refuser toute possibilité d'expression des masses, un refuge pour les opportunistes et les affairistes de tout poil.

L'ALGERIE A LES HOMMES ET LES MOYENS DE SON EPANOUISSEMENT

En finir aujourd'hui avec le FLN n'est pas faire preuve de reniement mais de courage politique. Faut-il rappeler que si, il y a aujourd'hui vingt-cinq ans, nous n'avions pas eu le courage de rompre avec la routine et les querelles des vieux partis nationalistes, le FLN n'aurait pas vu le jour.

Chacun est aujourd'hui en droit de se poser la question suivante : l'Algérie, dix-sept ans après l'indépendance, est-elle parvenue à l'âge de raison et de maturité ou bien va-t-elle continuer à errer au gré des slogans creux, des ambitions de certains hommes qui se gargarisent de formules incantatoires dont ils ignorent le plus souvent l'origine et le sens ?

L'Algérie a pourtant les hommes et les moyens de son épanouissement si nous voulions en faire un pays où le citoyen est maître de son destin.

L'heure du choix a sonné. C'est pour cette raison que je m'adresse à toi. Ton attitude à ce jour n'est pas encore claire. La rumeur te prête des intentions d'ouverture. L'opinion attend de toi des changements décisifs. Il faut t'exprimer et rendre publique ta position. La vie politique ne peut qu'y gagner en clarté.

Je précise que mon initiative ne vise à régler aucun compte personnel, ni à solliciter un quelconque avantage et encore moins à faire le procès de qui que ce soit. Mon but est avant tout de servir une cause supérieure. L'Algérie appartient à tous ses enfants. Que cessent les accusations gratuites, les excommunications.

Qu'un esprit nouveau voie le jour dans notre pays, particulièrement parmi notre jeunesse, pour que ceux qui sont morts puissent reposer en paix car leur sacrifice n'aura pas été vain.

Si, pour cette initiative, nous sommes insultés et traînés dans la boue, nous disons à nos censeurs que l'Algérie sera sauvée par l'esprit militant et ne se retrouvera que par lui.

Nous serons, pour notre part, toujours au rendez-vous de l'histoire pour apporter notre pierre à l'édification d'une Algérie libre et heureuse.

Que vive l'Algérie enfin retrouvée !

Mohamed BOUDIAF